

LA BELGIQUE DOIT ANNULER LA DETTE DU SUD



Renaud Vivien

Décembre 2020

Pour que la Terre tourne plus **JUSTE** !

« *L'endettement des pays en développement, qui s'est encore accru en raison du COVID-19, constitue un obstacle permanent dans leur lutte contre la pauvreté. Un report temporaire des paiements pour un nombre limité de pays en développement, comme convenu lors du G20 et du Club de Paris sous l'impulsion de la Banque mondiale et du FMI, ne suffira pas* ». Cette phrase n'est pas extraite d'un communiqué de la société civile, mais de la note de politique générale de la nouvelle Ministre de la coopération au développement exposée devant les député.e.s le 19 novembre¹. Ce constat reste malheureusement inchangé vu les orientations prises lors du dernier G20 ; de quoi pousser la Belgique à prendre des mesures beaucoup plus ambitieuses sur les dettes des pays du Sud si elle veut réellement être solidaire avec les populations, mais aussi respecter son propre accord de gouvernement².

La nouvelle fuite en avant du G20

Après un premier report décidé en avril 2020, les chefs d'État du G20 se sont mis d'accord le 22 novembre pour prolonger la suspension du paiement de certaines dettes jusqu'en juin 2021, tout en admettant que l'ampleur de la crise soit telle que des mesures allant au-delà de ce moratoire sont nécessaires, mais au cas par cas³.

Pourtant, **il n'est toujours pas question d'annulation**. En effet, le G20 privilégiera les rééchelonnements, c'est-à-dire l'étalement du paiement intégral de la dette dans la durée, si le moratoire devait être insuffisant. Ce dont on a déjà la certitude, puisque celui-ci a concerné jusqu'ici à peine 1,68% des remboursements dus en 2020 par l'ensemble des pays dits « en développement ». En prétendant que des réductions ne pourraient avoir lieu qu'à titre exceptionnel, **le G20 fait semblant de ne pas voir l'océan de dettes dans lequel les populations du Sud se noient**.

Le Cadre commun de traitement de la dette : un accord voué à l'échec

Le G20 a annoncé avec fierté la création d'un Cadre commun de traitement de la dette... mais dont les pays débiteurs sont encore les grands perdants. En plus de ne concerner qu'un nombre limité de pays débiteurs (au maximum 73 pays), il prolonge la domination des créanciers. **Tout pays demandant un report ou un allègement de sa dette doit conclure au préalable un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) qui impose l'austérité budgétaire depuis presque quarante ans**. Puis il doit faire face seul à un front uni de créanciers. Dans ce cadre, il n'existe aucune chance pour que la voix des populations

¹ <https://www.lachambre.be/FLWB/PDF/55/1580/55K1580018.pdf>

² Une version courte de la présente analyse a été publiée sous le titre « Face à l'échec du G20, la Belgique doit annuler la dette des pays du Sud », dans *La Libre Belgique* le 30 novembre 2020, accessible ici : <https://www.lalibre.be/debats/opinions/face-a-l-echec-du-g20-la-belgique-doit-annuler-la-dette-des-pays-du-sud-5fc5097e9978e23b12ced4b6> Cette carte blanche a été co-signée par CADTM, CNCD-11.11.11 et OXFAM Belgique.

³ <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2020/11/22/sommet-g20-de-riyad>

du Sud soit entendue. En agissant de la sorte, le G20 refuse de reconnaître l'endettement comme un problème structurel auquel il faudrait répondre par des annulations massives de dettes et par une réforme radicale de l'architecture financière internationale qui – selon les propres termes du président de la Banque mondiale - « *est biaisée en faveur des pays riches et des pays créanciers*⁴ ».

Une Banque Mondiale qui, alors qu'elle appelle les autres créanciers à annuler des dettes, continue pour sa part à exiger le remboursement intégral des dettes qui lui sont dues ! La participation des banques multilatérales de développement et du FMI à un allègement de dettes ferait pourtant toute la différence dans un contexte planétaire où les pouvoirs publics devraient pouvoir consacrer un maximum de leurs ressources à la lutte contre les effets de la pandémie. Soulignons, par exemple, **que la République démocratique du Congo consacrait 2,5 fois plus de ses ressources au remboursement de la dette extérieure qu'en dépenses en santé**⁵ ; que plus de 1,6 milliard d'enfants dans le Sud ont cessé d'aller à l'école à cause de la Covid-19⁶ et que près de 130 millions de personnes pourraient s'ajouter aux 820 millions d'êtres humains qui ne mangent pas à leur faim avant la fin de l'année⁷.

Autre angle mort de cet accord du G20 : l'absence d'obligation pour les créanciers privés (dont les banques et les fonds d'investissement privés) de participer au moindre effort, alors qu'ils détenaient 65% de la dette extérieure totale du Sud en 2019⁸. Sans contrainte, le secteur privé ne coopère évidemment pas, avec des effets immédiats délétères. Rien qu'entre mai et décembre 2020, les 46 pays qui ont bénéficié du moratoire auront versé 6,94 milliards aux créanciers privés en utilisant notamment les nouveaux prêts d'urgence du FMI⁹. **Au lieu de combattre la pandémie, ces prêts ont donc servi à renflouer le secteur privé, en même temps qu'ils ont gonflé une dette déjà insoutenable.**

L'accord de gouvernement en rupture avec les orientations du G20

Dans l'accord de gouvernement fédéral et la note de politique générale de la Ministre de la coopération au développement, **la Belgique s'est engagée explicitement sur la voie des annulations de dettes bilatérales, c'est-à-dire celles qu'elle détient directement sur les pays du Sud, ainsi que des dettes multilatérales détenues notamment par la Banque mondiale et le FMI, deux organisations dans lesquelles la Belgique a un pouvoir d'influence important. La Belgique s'engage également à analyser toutes les mesures pour obliger les créanciers privés à participer aux annulations de dettes.**

⁴ <https://www.banquemondiale.org/fr/news/speech/2020/10/16/remarks-by-world-bank-group-president-david-malpass-to-the-annual-meetings-2020-development-committee>

⁵ Jubilee Debt Campaign, *Comparing debt payments with health spending*, Avril 2020 :

https://jubileedebt.org.uk/wp-content/uploads/2020/04/Debt-payments-and-health-spending_13.04.20.pdf

⁶ EURODAD, *Shadow report on the limitations of the G20 Debt Service Suspension Initiative: Draining out the Titanic with a bucket ?*, p. 2-3. https://www.eurodad.org/g20_dssi_shadow_report

⁷ <https://www.entraide.be/le-coronavirus-aggrave-la-situation-de-la-faim-dans-le-monde#nb1>

⁸ <https://datatopics.worldbank.org/debt/ids/regionanalytical/LMY>

⁹ EURODAD, *op. cit.*, p. 5.

De tels engagements vont dans le sens voulu par l'ONU ainsi que la société civile. Il reste à les concrétiser de manière urgente en commençant à prendre des mesures directement à la portée de la Belgique comme tirer définitivement un trait sur les paiements prévus en 2020 et 2021 sans conditionner ces annulations à des accords conclus avec le FMI¹⁰. Mais pour cela, **il faudra nécessairement s'écarter des orientations du G20 et plaider pour que l'UE incite le G20 à revoir sa copie**. A défaut, l'accord de gouvernement sera rapidement caduc.

Pour pousser les dirigeant-e-s - et en particulier le gouvernement belge - à prendre leurs responsabilités et à œuvrer pour une véritable solidarité internationale, **Entraide et Fraternité mène en 2020-2021 une campagne pour l'annulation des dettes du Sud**.

¹⁰ Parmi les autres revendications partagées en Belgique par une vingtaine d'acteurs de la société civile belge regroupant à la fois des ONG humanitaires et de développement et des syndicats, citons également : l'instauration d'un audit transparent de toutes ses créances bilatérales de la Belgique (en associant les pays débiteurs et la société civile) afin d'annuler les dettes illégales, odieuses, illégitimes et insoutenables ; le soutien par la Belgique de moratoires sur la dette qui seraient décrétés unilatéralement par les pays débiteurs ou encore l'instauration d'un mécanisme multilatéral de restructuration des dettes souveraines. Lire cette note de positionnement de la société civile sur <https://www.entraide.be/la-belgique-et-l-annulation-de-la-dette-des-pays-du-sud>